



# Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Distr. générale  
10 juillet 2025  
Français  
Original : anglais

## Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

### Observations finales concernant le huitième rapport périodique de l'Irlande\*

1. Le Comité a examiné le huitième rapport périodique de l'Irlande (CEDAW/C/IRL/8) à ses 2156<sup>e</sup> et 2157<sup>e</sup> séances (voir CEDAW/C/SR.2156 et CEDAW/C/SR.2157), le 20 juin 2025.

#### A. Introduction

2. Le Comité accueille avec satisfaction le huitième rapport périodique de l'État Partie, qui a été élaboré en réponse à la liste de points et de questions établie avant la soumission du rapport (CEDAW/C/IRL/QPR/8), ainsi que le rapport sur la suite donnée à ses précédentes observations finales (CEDAW/C/IRL/FCO/6-7). Il remercie la délégation de son exposé oral ainsi que des précisions qu'elle a apportées en réponse aux questions posées durant l'échange de vues.

3. Le Comité apprécie que l'État Partie ait dépêché une délégation de haut niveau, présidée par le Ministre d'État chargé des migrations, Colm Brophy, et composée de représentants du Ministère d'État chargé des migrations, du Ministère de l'enfance, du handicap et de l'égalité, du Ministère de l'éducation et de la jeunesse, du Ministère de la santé, du Ministère de la justice, des affaires intérieures et des migrations, du Ministère de la protection sociale, de l'Organisme de lutte contre la violence domestique, sexuelle et fondée sur le genre (Cuan), du Ministère des affaires étrangères et du commerce et du Ministère de l'entreprise, du tourisme et de l'emploi, ainsi que du Représentant permanent de l'Irlande auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Noel White, et d'autres membres de la Mission permanente.

#### B. Aspects positifs

4. Le Comité salue les progrès accomplis depuis son examen en 2017 du rapport valant sixième et septième rapports périodiques de l'État Partie (CEDAW/C/IRL/6-7) dans le domaine de la réforme législative, en particulier l'adoption des textes suivants :

\* Adoptées par le Comité à sa quatre-vingt-onzième session (16 juin-4 juillet 2025).



- a) la loi pénale de 2024 sur les infractions sexuelles et la traite des personnes ;
- b) la loi de 2023 sur la justice pénale (dispositions diverses), qui érige le harcèlement obsessionnel en infraction autonome ;
- c) la loi de 2023 sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et dispositions diverses, qui prévoit un congé payé pour les victimes de violence domestique et prolonge la période d'aménagements pour allaitement ;
- d) la loi de 2021 sur l'information relative aux écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- e) la loi de 2020 sur le harcèlement, les communications préjudiciables et les infractions connexes (« loi Coco »), qui érige en infraction le harcèlement en ligne, le harcèlement obsessionnel en ligne et la diffusion non consentie d'images intimes ;
- f) la loi de 2018 sur la violence domestique, qui instaure de nouvelles mesures de protection pour les victimes et érige en infraction la violence psychologique et émotionnelle dans les relations intimes ;
- g) la loi de 2018 sur la santé (réglementation de l'interruption de grossesse), qui légalise l'avortement.

5. Le Comité se réjouit des efforts déployés par l'État Partie pour améliorer son cadre d'action en vue d'accélérer l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de favoriser l'égalité des genres, notamment l'adoption ou la mise en place de ce qui suit :

- a) le troisième plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité (2019-2024) ;
- b) l'Assemblée citoyenne sur l'égalité des genres créée en 2019 et chargée d'examiner les questions relatives à l'égalité des genres en Irlande ;
- c) la stratégie nationale en faveur des femmes et des filles (2017-2020), qui vise à promouvoir l'accès des femmes à des fonctions de responsabilité et à lever les obstacles systémiques.

6. Le Comité note avec satisfaction que, depuis l'examen du rapport précédent, l'État Partie a adhéré aux traités internationaux et régionaux ci-après ou les a ratifiés :

- a) la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), en 2019 ;
- b) la Convention sur la violence et le harcèlement (n° 190) de l'Organisation internationale du Travail, en 2019 ;
- c) la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en 2018 ;
- d) le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en 2024.

### C. Objectifs de développement durable

7. Le Comité préconise le respect de l'égalité des genres en droit (de jure) et dans les faits (de facto) dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, souligne l'importance de l'objectif 5 et de la prise en compte systématique des principes d'égalité et de non-discrimination dans la réalisation des 17 objectifs et encourage vivement l'État Partie à reconnaître le rôle moteur joué par les femmes dans le développement durable du pays et à

adopter en conséquence des politiques et des stratégies tenant compte des questions de genre.

## D. Parlement

8. Le Comité souligne le rôle essentiel du pouvoir législatif dans la pleine application de la Convention (voir [A/65/38](#), deuxième partie, annexe VI) et invite le Parlement (Oireachtas) à mettre en œuvre les présentes observations finales, conformément à son mandat, d'ici à la présentation du prochain rapport au titre de la Convention.

## E. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

### Réserves

9. Rappelant ses précédentes observations finales ([CEDAW/C/IRL/CO/6-7](#), par. 8), le Comité constate avec préoccupation que l'État Partie maintient ses réserves concernant le paragraphe 1 de l'article 11, l'alinéa a) de l'article 13 et les alinéas d) et f) du paragraphe 1 de l'article 16 en dépit de son engagement à les réexaminer constamment.

10. Comme précédemment ([CEDAW/C/IRL/CO/6-7](#), par. 8), le Comité recommande que l'État Partie réexamine les réserves qu'il a formulées concernant le paragraphe 1 de l'article 11, l'alinéa a) de l'article 13 et les alinéas d) et f) du paragraphe 1 de l'article 16, en vue de les retirer dans un délai déterminé.

### Cadre constitutionnel et législatif

11. Le Comité note avec regret que la proposition de supprimer l'article 41.2 de la Constitution et de le remplacer par un texte neutre du point de vue du genre concernant les soins fournis à la famille a été rejetée lors du référendum constitutionnel de 2024.

12. Le Comité recommande à l'État Partie de procéder à une évaluation indépendante du référendum, de mener des campagnes d'information sur le renforcement négatif des stéréotypes de genre concernant le rôle des femmes au sein du foyer véhiculés par l'article 41.2 de la Constitution et d'entreprendre des consultations publiques inclusives pour trouver une autre formulation en vue d'organiser un nouveau référendum constitutionnel sur la modification de l'article 41.2 afin que le rôle des femmes au sein du foyer n'y soit plus présenté en des termes stéréotypés.

13. Le Comité note que le dispositif général du projet de loi de 2024 sur l'égalité (dispositions diverses) a été publié en janvier 2025. Il note toutefois avec préoccupation que ladite loi n'a toujours pas été promulguée et que, bien que l'État Partie ait indiqué qu'elle figurait sur la liste des textes législatifs prioritaires à rédiger, aucune date précise n'a été fixée pour sa promulgation.

14. Le Comité recommande à l'État Partie d'accélérer la rédaction de la législation relative au projet de loi de 2024 sur l'égalité (dispositions diverses) et de la promulguer dans les meilleurs délais, et de veiller à y inclure le large éventail de motifs de discrimination à l'égard des femmes et des filles proscrits au niveau international, y compris les formes de discrimination croisée.

### Femmes et paix et sécurité

15. Le Comité salue le rôle moteur de l'État Partie, et en particulier celui des Irlandaises, dans la mise en œuvre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, l'Irlande ayant placé l'égalité des genres au premier plan de son programme lorsqu'elle a siégé au Conseil de sécurité en 2021 et 2022. Le Comité note avec satisfaction la position de l'État Partie concernant la réglementation des systèmes d'armes létaux autonomes. Il est toutefois préoccupé par ce qui suit :

- a) la nécessité de faire participer davantage les femmes appartenant à des minorités à la pérennisation de la paix ;
- b) l'absence de données ventilées par sexe dans toutes les activités des services diplomatiques, qui empêche d'évaluer les engagements que l'État Partie prend en faveur des femmes et de la paix et de la sécurité ;
- c) les garanties limitées visant à éviter que les biais dans les systèmes d'armes létaux autonomes affectent de manière disproportionnée les femmes de couleur et les groupes marginalisés dans les situations de conflit.

16. **Rappelant sa recommandation générale n° 30 (2013) sur les femmes dans la prévention des conflits, les conflits et les situations d'après conflit, le Comité recommande à l'État Partie :**

- a) **de promouvoir la participation des femmes appartenant à des minorités, telles que les femmes voyageurs, les femmes roms et les migrantes, à l'élaboration du prochain plan d'action national sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité ;**
- b) **de recueillir et communiquer systématiquement des données ventilées par sexe dans toutes les activités des services diplomatiques afin d'appuyer la mise en œuvre effective du programme pour les femmes et la paix et la sécurité ;**
- c) **d'intégrer les considérations de genre dans les démarches diplomatiques sur les technologies émergentes et de plaider en faveur d'un contrôle humain, tenant compte des questions liées au genre, sur les systèmes d'armes autonomes.**

### Accès à la justice

17. Le Comité prend note des efforts déployés par l'État Partie pour améliorer l'accès des femmes à la justice, notamment les programmes de réparation pour les rescapées de mauvais traitements infligés par le passé et la formation des professionnels du secteur de la justice. Néanmoins, il demeure vivement préoccupé par ce qui suit :

- a) les obstacles systémiques à l'accès à la justice que rencontrent les femmes, en particulier celles issues de populations marginalisées, notamment l'aide juridique civile restreinte sous conditions de ressources, quelle que soit la complexité de l'affaire ;
- b) les obstacles supplémentaires que rencontrent les femmes voyageurs, les femmes roms, les migrantes, les femmes rurales et les femmes handicapées, notamment les formes de discrimination croisée, l'absence de mesures d'accessibilité et d'aménagements procéduraux, l'absence de services culturellement appropriés et la connaissance limitée de leurs droits ;
- c) les lacunes à combler pour permettre aux femmes de se faire représenter en justice dans tous les domaines juridiques pertinents, notamment la discrimination en matière d'emploi et les prestations sociales ;

d) l'absence de formation obligatoire tenant compte des questions de genre pour le personnel participant aux enquêtes et aux processus de réparations ;

e) les obstacles arbitraires à la réparation pour les personnes ayant subi des mauvais traitements par le passé dans les foyers pour mères et nourrissons, les « Magdalene laundries » (blanchisseries de la Madeleine) et d'autres institutions résidentielles, comme le fait que le traitement dégradant et la discrimination fondée sur le genre subis par les femmes et les filles dans les blanchisseries de la Madeleine ne sont toujours pas reconnus, les exigences concernant la durée de séjour dans les programmes d'indemnisation, et les lacunes dans l'application de l'arrêt rendu en 2014 par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *O'Keeffe c. Irlande*, dans lequel il a été établi que l'État était partiellement responsable de la protection des personnes qui ont été victimes d'abus sexuels alors qu'elles étaient élèves dans un externat ;

f) le manque de prise en compte réelle des besoins et des points de vue des personnes rescapées dans les mécanismes de réparation, dont le Centre national pour la recherche et le souvenir.

**18. Rappelant sa recommandation générale n° 33 (2015) sur l'accès des femmes à la justice, le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **de supprimer les obstacles systémiques qui empêchent les femmes d'accéder à la justice en éliminant les critères d'éligibilité financière constituant un obstacle aux demandes d'aide juridique, en particulier pour les femmes victimes de violence domestique et les groupes de femmes marginalisées ;**

b) **de mettre en place des mesures d'accessibilité, des aménagements procéduraux et des services culturellement adaptés aux femmes travellers, aux femmes roms, aux femmes migrantes et aux femmes handicapées, et de leur faire mieux connaître leurs droits ;**

c) **d'élargir l'accès à l'assistance juridique et à la représentation légale pour les femmes dans tous les domaines du droit en cas de discrimination, y compris concernant les conflits du travail, les prestations sociales et d'autres questions civiles, en veillant à ce que les obstacles financiers n'empêchent pas les femmes d'accéder à la justice ;**

d) **de mettre en place une formation obligatoire tenant compte des questions de genre pour tous les professionnels chargés des enquêtes et des processus de réparation concernant les personnes rescapées de mauvais traitements infligés par le passé dans les foyers pour mères et nourrissons, les « Magdalene laundries » (blanchisseries de la Madeleine) et d'autres institutions résidentielles, en veillant à ce que cette formation soit centrée sur les personnes rescapées et intègre des perspectives transversales ;**

e) **de supprimer les obstacles arbitraires à la réparation que rencontrent les personnes rescapées de mauvais traitements infligés par le passé dans les foyers pour mères et nourrissons, les blanchisseries de la Madeleine et d'autres institutions résidentielles, et appliquer intégralement les arrêts antérieurs, en particulier l'arrêt rendu en 2014 par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *O'Keeffe c. Irlande*, de manière à garantir de véritables réparations à toutes les personnes concernées ;**

f) **d'adopter une approche centrée sur les victimes et les personnes rescapées dans l'administration de la justice, en garantissant une participation concrète de ces personnes aux mécanismes de réparation tels que le Centre national pour la recherche et le souvenir, et en évitant la victimisation secondaire.**

### **Mécanisme national de promotion des femmes**

19. Le Comité se félicite de la mise en place du mécanisme national de promotion de l'égalité des genres sous l'égide du Ministre de l'enfance, de l'égalité, du handicap, de l'intégration et de la jeunesse, ainsi que de l'obligation légale qui incombe au secteur public en matière d'égalité et de droits humains. Néanmoins, il demeure préoccupé par ce qui suit :

a) l'absence d'une perspective de genre intersectionnelle et de mécanismes clairs garantissant le respect du principe de responsabilité et la coordination concernant les droits humains des femmes et l'égalité des genres dans tous les ministères ;

b) le fait que la formation sur l'égalité des genres proposée aux fonctionnaires, bien que largement disponible, n'est pas obligatoire à tous les niveaux de gouvernement ;

c) l'absence de mécanismes permettant d'intégrer les enseignements tirés du cycle stratégique précédent et d'aligner la nouvelle stratégie nationale en faveur des femmes et des filles sur la Convention ;

d) les informations selon lesquelles les organisations de défense des droits des femmes manquent constamment de fonds, ce qui compromet la mise en œuvre des stratégies de promotion de l'égalité des genres.

**20. Réitérant ses précédentes recommandations (CEDAW/C/IRL/CO/6-7, par. 19), le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **d'appliquer une approche intersectionnelle fondée sur le genre dans tous les domaines thématiques et d'établir les responsabilités et des mécanismes de coordination concernant les droits des femmes et l'égalité des genres dans tous les ministères ;**

b) **de mettre en place une formation obligatoire sur l'égalité des genres pour tous les fonctionnaires aux niveaux national et local ;**

c) **d'intégrer les enseignements tirés du cycle stratégique précédent et de veiller à ce que la nouvelle stratégie nationale en faveur des femmes et des filles soit pleinement alignée sur la Convention ;**

d) **de veiller à ce que les organisations de femmes aient accès à un financement adéquat et de coopérer avec elles dans la mise en œuvre des stratégies nationales en matière d'égalité des genres.**

### **Institution nationale des droits humains**

21. Le Comité se félicite de l'augmentation de 12 % du budget de la Commission irlandaise des droits humains et de l'égalité en 2025. Toutefois, il est préoccupé par le fait que la Commission ne dispose pas de ressources suffisantes pour s'acquitter efficacement de son mandat élargi, en particulier en ce qui concerne les droits humains des femmes et l'égalité des genres. Il regrette que le mandat de la Commission ne comprenne pas explicitement la responsabilité de promouvoir la ratification des instruments et cadres internationaux et régionaux, comme le recommande l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme.

**22. Le Comité recommande à l'État Partie d'appliquer les recommandations de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, en particulier s'agissant de donner à la Commission le mandat explicite de promouvoir l'adhésion aux instruments internationaux ou leur ratification et de la doter de ressources humaines, techniques et financières pluriannuelles suffisantes pour qu'elle puisse s'acquitter de son mandat élargi de manière**

**efficace, en toute indépendance et conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris, annexés à la résolution 48/134 de l'Assemblée générale).**

### **Mesures temporaires spéciales**

23. Le Comité note avec préoccupation que l'État Partie n'a pas adopté de quotas de genre obligatoires dans tous les domaines où les femmes sont sous-représentées, tels que l'administration locale, le milieu universitaire, le secteur privé et les conseils d'administration des entreprises. Il note également avec inquiétude que l'État Partie n'a adopté aucune mesure temporaire spéciale pour accélérer l'égalité réelle des femmes appartenant à des groupes défavorisés, comme les femmes Travellers, les femmes Roms, les migrantes, les femmes rurales et les femmes handicapées.

24. **Rappelant l'article 4 (par. 1) de la Convention et sa recommandation générale n° 25 (2004) sur les mesures temporaires spéciales, le Comité recommande à l'État Partie d'adopter des mesures temporaires spéciales, y compris des quotas de parité imbriqués, dans tous les domaines publics ou privés où les femmes sont désavantagées ou sous-représentées, tels que les organes de gouvernance locale, le milieu universitaire, le secteur privé et les conseils d'administration des entreprises. Le Comité demande également à l'État Partie d'adopter des mesures temporaires spéciales, assorties d'objectifs mesurables et de délais précis, visant à accélérer l'égalité de fait pour les femmes appartenant à des groupes défavorisés, comme les femmes Travellers, les femmes Roms, les migrantes, les femmes rurales et les femmes handicapées.**

### **Stéréotypes fondés sur le genre et pratiques préjudiciables**

25. Le Comité accueille avec satisfaction l'inclusion de l'égalité des genres dans la stratégie nationale en faveur des femmes et des filles, la nouvelle version du module du Conseil national des programmes et de l'évaluation pour l'éducation aux relations et à la sexualité, ainsi que les initiatives des médias visant à lutter contre les contenus discriminatoires en ligne. Il note qu'une nouvelle stratégie nationale pour les femmes et les filles est en cours d'élaboration. Il prend toutefois note avec préoccupation :

a) de l'absence, dans la stratégie nationale en faveur des femmes et des filles (2017-2020), d'un calendrier contraignant ou de mécanismes de suivi solides pour la mise en œuvre des initiatives éducatives visant à éliminer les stéréotypes fondés sur le genre ;

b) de la persistance des stéréotypes fondés sur le genre dans les écoles et les médias, et de l'absence d'une stratégie globale de lutte contre ces stéréotypes assortie d'objectifs mesurables ;

c) de l'application limitée des lignes directrices officielles pour les médias et la publicité et du manque d'intégration de la dimension de genre dans les processus budgétaires ;

d) de l'impact disproportionné des stéréotypes fondés sur le genre sur les groupes de femmes marginalisés, y compris les femmes handicapées, les femmes Travellers, les femmes Roms, les migrantes et les femmes lesbiennes, bissexuelles, transgenres et intersexes ;

e) du fait que, bien qu'environ 6 000 femmes et filles aient subi des mutilations génitales féminines, aucun service de soutien n'ait été intégré dans les services de santé généraux ;



f) des cas signalés de stérilisation forcée, d'avortement sous la contrainte et de traitement non consenti de la stérilité pratiqués sur des femmes handicapées et des femmes roms.

**26. Rappelant la recommandation générale n° 31 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et l'observation générale n° 18 du Comité des droits de l'enfant sur les pratiques préjudiciables, adoptées conjointement (2019), le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **de veiller à ce que la prochaine stratégie nationale pour les femmes et les filles soit assortie d'un calendrier contraignant et de mécanismes de suivi solides pour les initiatives éducatives visant à lutter contre les stéréotypes fondés sur le genre ;**

b) **d'élaborer une stratégie globale assortie d'objectifs mesurables pour lutter contre les stéréotypes fondés sur le genre dans le système éducatif et les médias ;**

c) **d'appliquer pleinement les lignes directrices officielles pour les médias et la publicité et d'intégrer la dimension de genre dans les processus budgétaires ;**

d) **de veiller à ce que les initiatives visant à lutter contre les stéréotypes fondés sur le genre suivent une approche intersectionnelle qui réponde aux besoins des femmes marginalisées ;**

e) **d'intégrer les services de soins et de soutien aux victimes de mutilations génitales féminines dans les services de santé généraux, d'augmenter le nombre de centres de santé spécialisés et de renforcer les efforts de prévention ;**

f) **de mettre en place un mécanisme de surveillance visant à prévenir, détecter et punir les cas de stérilisation forcée, d'avortement sous la contrainte et de traitement non consenti de la stérilité dans l'État Partie, en accordant une attention particulière aux femmes handicapées et aux femmes roms.**

#### **Violence à l'égard des femmes fondée sur le genre**

27. Le Comité se félicite de la création de l'Organisme officiel de lutte contre la violence domestique, sexuelle et fondée sur le genre et de l'adoption de la troisième stratégie nationale de lutte contre la violence domestique, sexuelle et fondée sur le genre, qui prévoit une formation fondée sur les droits humains pour les fonctionnaires et l'An Garda Síochána (la police irlandaise) et accorde une attention particulière aux groupes de femmes défavorisés, notamment les femmes Travellers, les femmes roms et les femmes et les filles migrantes. Il note également que l'État Partie a augmenté le financement des organisations non gouvernementales qui apportent un soutien aux victimes de violences fondées sur le genre. Il prend toutefois note avec préoccupation :

a) de la persistance de la violence fondée sur le genre dans l'État Partie, où les femmes représentaient 88 % des victimes de violence entre partenaires intimes et 78 % des victimes de violence domestique en 2022, et de l'absence d'une législation érigeant expressément en infractions le féminicide, le familicide et l'homicide intrafamilial, ainsi que la violence fondée sur le genre vicariante ;

b) du fait que les cas de violence fondée sur le genre à l'égard des femmes continuent d'être peu signalés, en particulier chez les groupes marginalisés tels que les femmes Travellers, les femmes roms, les migrantes, les femmes lesbiennes, bissexuelles, transgenres et intersexes et les femmes handicapées, de l'accès limité de ces groupes de femmes à une aide juridique spécialisée et aux ordonnances de



protection et des informations selon lesquelles la justice est clémente dans les cas de violence fondée sur le genre à l'égard des femmes ;

c) des lacunes qui existent dans la collecte de données et le financement des services d'aide aux victimes ;

d) du manque d'harmonisation des lois relatives aux infractions sexuelles sur la base du principe du consentement et de la protection insuffisante de la vie privée des survivantes en ce qui concerne les notes des séances de thérapie ;

e) du financement insuffisant des organisations non gouvernementales qui apportent un soutien aux victimes de violences fondées sur le genre à l'égard des femmes.

**28. Rappelant sa recommandation générale n° 35 (2017) sur la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, portant actualisation de la recommandation générale n° 19 (1992), le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **de renforcer les mesures visant à prévenir la violence fondée sur le genre, de veiller à ce que ces actes fassent l'objet d'enquêtes efficaces et à ce que leurs auteurs soient poursuivis et punis et d'accélérer l'adoption d'une législation qui érige expressément en infractions le féminicide, le familicide et l'homicide intrafamilial, ainsi que la violence fondée sur le genre vicariante ;**

b) **de mener des actions de sensibilisation, en particulier auprès des groupes de femmes marginalisés, à la législation interdisant la violence fondée sur le genre et aux voies de recours dont disposent les victimes, de dispenser aux juges, aux procureurs et à la police une formation obligatoire et culturellement adaptée sur le repérage des cas de violence fondée sur le genre, y compris la violence domestique, et sur la conduite des enquêtes et l'exercice des poursuites, et de garantir à toutes les femmes victimes l'accès à une aide juridique spécialisée, à des services de soutien et à des ordonnances de protection, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes marginalisés, tels que les femmes Travellers, les femmes Roms, les migrantes, les femmes lesbiennes, bissexuelles, transgenres et intersexes et les femmes handicapées ;**

c) **de renforcer les ressources de l'Organisme de lutte contre la violence domestique, sexuelle et fondée sur le genre et ses capacités en matière de collecte de données et de veiller à ce qu'il coopère avec les organisations de survivantes ;**

d) **d'harmoniser les lois sur les infractions sexuelles sur la base du principe du consentement et de restreindre l'accès aux notes des séances de conseils aux survivantes ;**

e) **d'allouer des financements durables et à long terme aux organisations non gouvernementales qui apportent un soutien aux victimes de violences fondées sur le genre à l'égard des femmes.**

#### **Traite et exploitation de la prostitution**

29. Le Comité salue les efforts considérables que l'État Partie déploie pour lutter contre la traite des personnes, notamment l'adoption de la loi de 2024 sur le droit pénal (infractions sexuelles et traite des êtres humains), le lancement du troisième plan d'action national visant à prévenir et à combattre la traite des êtres humains (2023-2027) et le fait que les femmes victimes de la traite ont été expressément prises en compte dans la troisième stratégie nationale sur la violence domestique, sexuelle et fondée sur le genre (2022-2026). Le Comité se félicite en outre que l'État Partie ait indiqué qu'il envisageait d'agrandir les centres d'hébergement pour les victimes de la traite et de simplifier la procédure permettant d'infliger des amendes aux

délinquants pris en flagrant délit d'achat de services sexuels. Il note toutefois avec préoccupation :

a) que les taux de poursuites et de condamnation restent faibles et que trop peu de juges et d'avocats ont des compétences spécialisées en matière de traite des personnes ;

b) qu'il existe d'importantes lacunes dans le repérage des victimes, les personnes ayant la nationalité irlandaise, les ressortissants de l'Espace économique européen (EEE) et les demandeurs d'asile dont la demande est en cours d'examen n'étant pas pris en compte dans le système de repérage, et que les cas de traite des enfants ont été requalifiés en « exploitation sexuelle », ce qui risque d'exclure les filles des statistiques sur la traite et de masquer ainsi l'ampleur réelle de la traite des enfants ;

c) que la loi ne prévoit pas de mesures d'assistance psychologique pour les victimes et que, selon des informations, il n'y a pas suffisamment de services d'aide juridique et de services spécialisés visant à répondre aux besoins des victimes de la traite en matière de santé physique et mentale.

**30. Le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **d'appliquer efficacement la législation en vigueur sur la traite des personnes en veillant à ce que les affaires fassent l'objet d'enquêtes approfondies et à ce que les auteurs soient poursuivis et punis de manière adéquate ;**

b) **de fournir aux juges et aux avocats une formation obligatoire systématique sur la traite des personnes et sur les approches de l'interaction avec les victimes fondées sur les traumatismes et centrées sur les victimes ;**

c) **de renforcer les mécanismes de repérage précoce des victimes de la traite, afin que toutes, y compris les personnes de nationalité irlandaise, les ressortissants de l'EEE, les demandeurs d'asile dont la demande est en cours d'examen, les filles et les victimes de la traite exploitées dans le contexte de la prostitution dans des maisons privées, soient correctement repérées, soutenues de manière adéquate et protégées contre de nouveaux actes de traite ;**

d) **de mettre en place des mesures visant à garantir l'accès de toutes les victimes de la traite, en particulier les femmes et les filles, à une assistance spécialisée permettant de répondre à leurs besoins en matière de santé physique et psychologique.**

**Participation à la vie politique et à la vie publique**

31. Le Comité se félicite de l'adoption de quotas de femmes pour les élections nationales, de la nomination de la première femme Présidente de la chambre basse du parlement (Dáil Éireann), et du fait que les femmes occupent aujourd'hui 45 % des sièges à la chambre haute (Seanad). Il note que le quota minimum de femmes sur les listes de candidats des partis politiques pour les élections générales est passé de 30 % à 40 % et note avec satisfaction que la représentation féminine a atteint 40 % dans les conseils d'administration des 20 entreprises cotées à l'indice boursier irlandais (ISEQ 20). Il note toutefois avec préoccupation :

a) que, malgré les quotas électoraux, les femmes n'occupent que 25 % des sièges à la chambre basse du parlement et que seulement 3 ministres sur 15 sont des femmes ;

b) que le nombre de femmes dans les conseils d'administration, les forces de défense et de sécurité, les postes universitaires de haut niveau, le commerce et le secteur privé reste faible, et qu'il n'existe pas de quotas de femmes ;

c) que la loi de 2012 portant modification de la loi sur les élections (financement des partis politiques) ne s'applique pas aux élections locales ;

d) que la représentation des femmes dans les entreprises se limite toujours aux postes n'impliquant pas de fonctions de direction, la proportion de postes impliquant de telles fonctions qui sont occupés par des femmes stagnant à 11 %, et qu'il n'y a aucune femme PDG dans les entreprises de l'ISEQ 20 ;

e) que, selon des informations, les femmes politiques, en particulier au niveau local, font l'objet de violences en ligne et de menaces de violence fondée sur le genre ;

f) que la participation des femmes rurales, des femmes travellers, des femmes roms, des migrantes et des femmes handicapées à la vie politique et à la vie publique est faible, malgré la prise en compte de ces femmes dans les stratégies nationales, en raison de la persistance d'obstacles systémiques et intersectionnels qui les empêchent de participer véritablement aux processus décisionnels.

**32. Rappelant ses recommandations générales n° 40 (2024) sur la représentation égale et inclusive des femmes dans les systèmes de décision, n° 23 (1997) sur la participation des femmes à la vie politique et publique et n° 25 (2004) sur les mesures temporaires spéciales, et renouvelant ses recommandations antérieures (CEDAW/C/IRL/CO/6-7, par. 35), le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **de modifier la loi de 2012 portant modification de la loi sur les élections (financement des partis politiques) pour exiger la parité et d'en étendre l'application à la chambre haute du parlement (Seanad), à la nomination des ministres et aux organes de gouvernance locale ;**

b) **de renforcer encore les mesures ciblées, y compris les mesures temporaires spéciales telles que les quotas de parité, les programmes d'éducation civique, le mentorat et la formation aux compétences de direction politique et de campagne, les services de garde d'enfants et les services aux personnes âgées abordables et le financement des campagnes, afin d'accroître la représentation des femmes dans la vie politique et dans la vie publique, en particulier à la chambre basse (Dáil Éireann), aux postes ministériels, dans les conseils d'administration des organismes publics, dans les forces de défense et de sécurité, aux postes universitaires de haut niveau, dans le commerce et dans le secteur privé ;**

c) **de renforcer les mécanismes de suivi pour un leadership durable des femmes en entreprise et d'adopter des mesures contraignantes visant à augmenter le nombre de femmes qui occupent des fonctions de direction ;**

d) **de prendre des mesures concrètes pour traiter et combattre les violences en ligne et les menaces de violence fondée sur le genre visant les femmes dans la vie politique et dans la vie publique ;**

e) **de prendre des mesures concrètes, y compris des mesures temporaires spéciales, pour promouvoir la participation des femmes rurales, des femmes travellers, des femmes roms, des migrantes et des femmes handicapées à la vie politique et à la vie publique.**

#### **Nationalité**

33. Le Comité est préoccupé par l'absence d'une procédure spéciale de détermination de l'apatridie dans l'État Partie, qui se traduit par une évaluation au cas par cas et qui pourrait ne pas offrir aux femmes et aux filles apatrides la sécurité juridique et la protection des droits requises par la Convention.

**34. Le Comité recommande à l'État Partie :**

- a) **d'établir une procédure de détermination de l'apatridie claire, transparente et accessible, conforme aux normes internationales ;**
- b) **de veiller à ce que ces procédures prévoient des garanties tenant compte des questions de genre et une formation obligatoire pour les décideurs sur les droits des femmes et des filles apatrides.**

**Éducation**

35. Le Comité se félicite des avancées réalisées par l'État Partie dans le domaine de l'éducation sur le plan législatif et sur le plan des politiques, en particulier de la loi de 2022 sur l'Autorité de l'enseignement supérieur et de l'inclusion de l'éducation aux relations et à la sexualité dans le cycle supérieur depuis 2024. Il prend note de la stratégie d'éducation pour les Travellers et les Roms (2024-2030), qui a contribué à accroître le niveau d'éducation des filles issues de groupes linguistiques et ethniques minoritaires. Il prend toutefois note avec préoccupation :

- a) du manque d'intégration systématique de l'égalité des genres dans les programmes scolaires au niveau primaire ;
- b) de l'utilisation limitée de matériel pédagogique visant à promouvoir l'égalité des genres et les masculinités non violentes et du manque d'éducation sur les relations entre personnes de même sexe, l'identité de genre et les droits sexuels et procréatifs ;
- c) de l'absence d'une éducation sexuelle complète, uniforme et adaptée à l'âge au niveau primaire et de la mise en œuvre peu cohérente de cette éducation aux niveaux secondaire et tertiaire ;
- d) de la persistance de faibles niveaux d'éducation parmi les enfants roms, travellers et migrants et des barrières systémiques telles que la règle des « anciens élèves » pour l'admission dans les écoles, qui permet aux écoles de donner la préférence aux candidats qui sont les enfants ou les petits-enfants d'anciens élèves et peut entraîner une discrimination de facto à l'égard des enfants roms, travellers et migrants ;
- e) des obstacles que rencontrent les filles et les femmes handicapées dans l'accès à l'éducation et du caractère répandu de la ségrégation scolaire des élèves handicapés, qui fréquentent des écoles spéciales.

**36. Le Comité recommande à l'État Partie :**

- a) **de réformer le programme de l'enseignement primaire afin d'y intégrer systématiquement l'égalité des genres et d'éliminer les stéréotypes fondés sur le genre ;**
- b) **de faire en sorte que soit utilisé du matériel pédagogique visant à promouvoir l'égalité des genres et les masculinités non violentes, qui traite de manière complète des relations diverses, de l'identité de genre et des droits sexuels et procréatifs ;**
- c) **d'intégrer dans les programmes scolaires, à tous les niveaux, une éducation obligatoire et adaptée à l'âge sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, y compris une éducation sur le comportement sexuel responsable, la contraception moderne et le consentement sexuel, et de veiller à ce que l'éducation sexuelle soit scientifiquement objective et fasse l'objet d'un suivi et d'une évaluation réguliers ;**

d) **de s'attaquer à la question du niveau d'éducation des femmes Travellers, Roms et migrantes, notamment en supprimant le critère des « anciens élèves » pour l'admission dans les écoles, et d'adopter des mesures temporaires spéciales, telles que des bourses pour les filles et des conseils d'orientation professionnelle non stéréotypés ;**

e) **de garantir un accès inclusif à une éducation de qualité pour les filles et les femmes handicapées, y compris par des mesures d'action positive qui tiennent compte de leurs besoins particuliers.**

## **Emploi**

37. Le Comité se félicite de la réduction de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, qui était de 9,6 % en 2022, de l'extension des obligations de déclaration de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, et de l'augmentation des investissements de l'État Partie dans les services de garde d'enfants et les congés parentaux. Il note toutefois avec préoccupation :

a) que l'écart salarial entre les hommes et les femmes persiste dans l'État Partie, malgré les améliorations ;

b) que l'écart de 36 % entre les pensions des hommes et celles des femmes persiste ;

c) que les femmes restent majoritaires dans les emplois faiblement rémunérés et représentent 60 % des travailleurs faiblement rémunérés, ce qui nuit à leur évolution de carrière et à leurs prestations de retraite ;

d) que le taux de chômage est élevé parmi les femmes Travellers et les femmes Roms ;

e) que les tâches non rémunérées sont inégalement réparties entre les femmes et les hommes dans l'État Partie et que les frais élevés de garde d'enfants continuent d'entraver la participation des femmes au marché du travail, en particulier dans les zones rurales ;

f) que la majorité des plaintes pour harcèlement sexuel sont retirées au cours de la procédure de jugement et qu'il n'y a pas de mécanismes de recours efficaces ;

g) que l'État Partie n'a pas encore ratifié la Convention de 1981 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales (n° 156), ni la Convention de 2000 sur la protection de la maternité (n° 183) de l'Organisation internationale du Travail.

## **38. Le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **de combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, notamment en appliquant effectivement le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, en réexaminant régulièrement les salaires dans les secteurs où les femmes sont majoritaires, en adoptant des mesures pour combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, y compris par des méthodes analytiques de classification et d'évaluation des emplois non genrées et des enquêtes salariales régulières, en réprimant le non-respect de ces mesures, en surveillant l'application du salaire minimum dans tous les secteurs et en assurant l'alignement sur la directive de l'Union européenne sur la transparence des rémunérations d'ici à 2026 ;**

b) **d'adopter des mesures ciblées pour réduire l'écart de pension entre les hommes et les femmes, notamment en reconnaissant le travail de soins non rémunéré effectué par les femmes et en l'intégrant dans le calcul de leurs prestations de retraite ;**

c) d'analyser les causes profondes qui font que les femmes sont majoritaires dans les emplois faiblement rémunérés et d'adopter des mesures ciblées pour améliorer l'accès des femmes à l'emploi formel et éliminer la ségrégation professionnelle horizontale et verticale, y compris des possibilités de formation et des garanties visant à protéger les femmes contre les pratiques de recrutement discriminatoires ;

d) de mettre en œuvre des interventions ciblées visant à réduire le chômage chez les femmes Travellers et Roms ;

e) de reconnaître, de réduire et de redistribuer la charge de travail non rémunéré des femmes en assurant l'accès à des structures de garde d'enfants abordables et à des services de soins pour les personnes âgées dans toutes les régions, de promouvoir l'utilisation du congé parental partagé pour encourager les hommes à participer dans des conditions d'égalité aux responsabilités en matière d'éducation des enfants, et de remettre en question les stéréotypes sur les rôles de genre traditionnels ;

f) de renforcer le soutien apporté aux victimes de harcèlement sexuel sur le lieu de travail, d'enquêter sur les raisons expliquant les retraits de plainte et d'offrir des recours utiles et une indemnisation aux victimes ;

g) de ratifier la Convention de 1981 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales (n° 156) et la Convention de 2000 sur la protection de la maternité (n° 183) de l'Organisation internationale du Travail.

## Santé

39. Le Comité prend note avec satisfaction les avancées réalisées sur le plan législatif et sur le plan des politiques dans le domaine de la santé des femmes, notamment en ce qui concerne la contraception et la fécondation in vitro. Il prend toutefois note avec préoccupation :

a) des obstacles persistants qui empêchent les femmes handicapées, les femmes rurales, les femmes Roms et Travellers et les migrantes d'accéder aux soins de santé, à savoir l'isolement géographique, les problèmes d'accessibilité, les barrières linguistiques et l'exclusion numérique ;

b) du champ d'application limité du programme de contraception gratuite, qui exclut les femmes qui ne font pas partie du groupe d'âge 17-35 ans et certains groupes de femmes marginalisés, ainsi que de l'accès limité des femmes rurales, des femmes handicapées, des femmes Roms et des migrantes à des soins gynécologiques et obstétricaux adéquats ;

c) de l'absence d'une unité mère-enfant spécialisée dans la santé mentale périnatale et du retard pris dans la construction de la nouvelle maternité nationale ;

d) du fait que la loi visant à interdire les thérapies de conversion qui est en cours d'élaboration n'a pas encore été promulguée ;

e) de l'absence de consentement préalable, libre et éclairé pour les interventions et les traitements en matière de santé sexuelle et procréative, tels que les interventions sur les enfants intersexes, la stérilisation forcée, l'avortement sous la contrainte et les traitements non consentis contre la stérilité ;

f) de la disponibilité limitée de services publics de santé mentale de proximité tenant compte des questions de genre, en particulier pour les femmes et les filles victimes de violences fondées sur le genre et de traite, ainsi que pour les femmes présentant des handicaps psychosociaux.

**40. Le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **de garantir l'accès universel aux services de santé, en prévoyant des mesures particulières pour les femmes Travellers et Roms, les migrantes, les femmes rurales et les femmes handicapées, et de veiller à ce que ces femmes soient prises en compte dans la transformation numérique du secteur de la santé prévue par la Feuille de route stratégique relative à la mise en œuvre du système de santé numérique (2024-2030) ;**

b) **d'étendre le programme de contraception gratuite aux femmes de tous les âges et aux groupes de femmes marginalisés et de garantir à toutes les femmes, y compris les femmes rurales, les femmes handicapées et les migrantes, des services de santé sexuelle et procréative tenant compte des spécificités culturelles ;**

c) **d'établir un calendrier précis pour la création d'une unité mère-enfant spécialisée dans la santé mentale périnatale et l'achèvement de la nouvelle maternité nationale ;**

d) **d'accélérer l'adoption d'une législation complète visant à interdire les pratiques de conversion ;**

e) **d'ériger expressément en infraction la stérilisation forcée des femmes handicapées et des femmes Roms et de veiller à ce que les stérilisations ne puissent être effectuées qu'avec le consentement libre, préalable et éclairé des intéressées ;**

f) **d'établir des protocoles garantissant l'obtention du consentement libre, préalable et éclairé pour les interventions médicales dans le domaine de la santé sexuelle et procréative, notamment en ce qui concerne les interventions sur les enfants intersexes, la stérilisation forcée, l'avortement sous la contrainte et les traitements non consentis de la stérilité ;**

g) **d'intégrer dans les services de santé publique des services de santé mentale de proximité tenant compte des questions de genre qui assurent un soutien spécial aux femmes et aux filles victimes de violences fondées sur le genre et de traite et aux femmes présentant des handicaps psychosociaux.**

41. Le Comité prend note avec satisfaction de l'adoption de la loi de 2018 sur la santé (réglementation de l'interruption de grossesse), qui légalise l'avortement au cours des 12 premières semaines de grossesse, et de la loi de 2024 sur la santé (services d'interruption de grossesse) (zones d'accès sécurisé), qui interdit toute obstruction à l'accès d'une personne aux établissements pratiquant l'avortement. Il prend toutefois note avec préoccupation du fait que les recommandations formulées dans l'examen indépendant effectué en 2023 sur l'application de la loi de 2018 sur la santé (réglementation de l'interruption de grossesse) n'ont pas été appliquées, du manque de services d'avortement disponibles, de l'absence de données disponibles, et de la stigmatisation et de l'objection de conscience parmi le personnel médical.

**42. Le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **d'appliquer d'urgence les recommandations formulées dans l'examen indépendant effectué en 2023 sur l'application de la loi de 2018 sur la santé (réglementation de l'interruption de grossesse) ;**

b) **de combattre la stigmatisation et l'objection de conscience parmi le personnel médical et de garantir la fourniture de services d'avortement dans l'ensemble de l'État Partie ;**

c) **de permettre aux femmes d'accéder à des soins de qualité en matière d'avortement et de prise en charge après l'avortement dans tous les**



**établissements de santé publics et privés et d'adopter des lignes directrices sur le secret médical dans ce domaine ;**

**d) d'envisager la possibilité de dépénaliser totalement l'avortement et d'abolir le délai d'attente obligatoire de trois jours.**

#### **Autonomisation économique et avantages sociaux**

43. Le Comité prend note des initiatives que l'État Partie a lancées pour promouvoir l'entrepreneuriat des femmes, telles que Enterprise Ireland et les bureaux d'appui aux entreprises locales (Local Enterprise Offices), du fait que 37 % des start-ups soutenues par Enterprise Ireland étaient dirigées par des femmes en 2022, ainsi que de l'introduction de mesures budgétaires en faveur des familles monoparentales et de l'extension du congé parental. Néanmoins, il demeure préoccupé par :

a) le fait que les femmes rurales, les femmes handicapées, les femmes roms, les femmes Travellers, les migrantes et les femmes appartenant à des minorités ethniques restent sous-représentées dans l'entrepreneuriat et se heurtent à des obstacles persistants en matière d'accès et de participation ;

b) l'absence d'un système fiscal totalement individualisé et le fait qu'aucune évaluation complète des politiques fiscales et sociales dans une perspective de genre n'a été réalisée, malgré l'instauration d'une budgétisation tenant compte des questions de genre ;

c) le risque disproportionné de pauvreté et d'exclusion sociale pour les ménages dirigés par des femmes et l'augmentation du nombre de femmes sans-abri et en hébergement d'urgence ;

d) l'absence d'une perspective de genre et d'une obligation de diligence raisonnable en matière de droits humains dans le plan national sur les entreprises et les droits humains.

#### **44. Le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **de renforcer les programmes de soutien aux entrepreneures, y compris les mesures ciblées visant à garantir la participation des femmes issues de groupes défavorisés, en particulier les femmes rurales, les femmes handicapées, les femmes roms, les femmes Travellers, les migrantes et les femmes appartenant à des minorités ethniques ;**

b) **de tenir pleinement compte des questions de genre dans le processus budgétaire au moyen d'un cadre juridique solide et de mener des évaluations des politiques budgétaires et sociales afin d'évaluer leurs effets différenciés sur les femmes et les hommes, en accordant une attention particulière aux formes de discrimination croisée ;**

c) **d'élaborer une stratégie globale de lutte contre la féminisation de la pauvreté et le sans-abrisme des femmes, comprenant des mesures ciblant particulièrement les ménages dirigés par des femmes et les femmes seules, et d'accélérer la mise à disposition de logements abordables, en accordant la priorité aux femmes menacées d'exclusion sociale ;**

d) **d'accélérer l'adoption et la mise en œuvre du deuxième plan national sur les entreprises et les droits humains, en veillant à inclure des obligations de diligence raisonnable en matière de droits humains qui tiennent compte des questions de genre et des effets extraterritoriaux des activités des entreprises sur les droits humains des femmes.**

## Femmes exposées à des formes de discrimination croisées

### *Femmes handicapées*

45. Le Comité note avec inquiétude les formes multiples et croisées de discrimination que rencontrent les femmes handicapées dans l'État Partie, en particulier en ce qui concerne la santé sexuelle et procréative et les droits connexes, la violence fondée sur le genre, la violence dans les institutions et l'accès à la justice. Il note également les dispositions discriminatoires qui limitent ou empêchent l'exercice, par les femmes handicapées, de leur droit de se marier et de fonder une famille, de s'occuper de leurs enfants et d'en avoir la garde.

46. Le Comité recommande à l'État Partie :

a) **de garantir l'exercice de tous les droits humains des femmes handicapées au moyen d'une stratégie globale portant sur tous les domaines visés par la Convention ;**

b) **de veiller à ce que les femmes handicapées aient véritablement accès à la justice et à l'aide juridique en leur fournissant des services tenant compte de leur handicap, des aménagements raisonnables et des ajustements de procédure, conformément à la recommandation générale n° 33 (2015) du Comité sur l'accès des femmes à la justice ;**

c) **de fournir une formation obligatoire sur les droits des femmes handicapées à l'ensemble du personnel du système judiciaire ;**

d) **d'accorder aux femmes et aux filles handicapées rescapées de maltraitements institutionnels et de pratiques néfastes, telles que la stérilisation forcée et l'avortement sous la contrainte, des mesures de réparation complètes qui soient conformes aux normes internationales et reconnaissent explicitement les préjudices moraux et transgénérationnels.**

### *Femmes roms et traveller*

47. Le Comité prend note de l'adoption de la deuxième stratégie nationale pour l'inclusion des Travellers et des Roms (2024-2028). Il note néanmoins avec inquiétude que les femmes et les filles roms et traveller continuent d'avoir un accès limité à l'éducation, à l'emploi, aux services de santé et au logement. Il est également préoccupé par :

a) la surreprésentation persistante des femmes traveller dans la population carcérale, qui représentent 22 % des détenues alors qu'elles ne constituent que 0,7 % de la population nationale, et l'absence de services pénitentiaires tenant compte des questions de genre ;

b) les obstacles persistants à l'accès à la justice et à l'aide juridique pour les femmes traveller et roms.

48. Le Comité rappelle ses précédentes recommandations ([CEDAW/C/IRL/CO/6-7](#), par. 49) et recommande à l'État Partie de prendre des mesures concrètes pour améliorer l'accès des femmes et des filles traveller à l'éducation, à l'emploi, aux services de santé et au logement, notamment en assurant la mise en œuvre effective de la deuxième stratégie nationale pour l'inclusion des Travellers et des Roms (2024-2028), grâce à des ressources humaines et financières suffisantes, et en révisant la loi de 1998 sur le logement (hébergement des Travellers) pour sanctionner les autorités lorsqu'elles ne fournissent pas d'hébergement aux Travellers. Il recommande également à l'État Partie :

a) **de remédier aux causes profondes de la surreprésentation des femmes traveller dans les lieux de privation de liberté et développer les mesures de**

**substitution à la détention, en veillant à ce que les services pénitentiaires tiennent compte des questions de genre, grâce à des consultations avec les femmes Travellers et appartenant à des minorités ethniques ;**

**b) de garantir un accès effectif à la justice et à l'aide juridique au moyen de services culturellement adaptés aux femmes et aux filles roms et Travellers.**

*Femmes en détention*

49. Le Comité est préoccupé par la situation et le traitement des femmes en détention dans l'État Partie. Il est particulièrement préoccupé par ce qui suit :

a) la surpopulation importante dans les prisons pour femmes malgré l'expansion des espaces carcéraux ;

b) l'absence d'une prison ouverte ou d'un établissement équivalent pour les femmes délinquantes ;

c) l'absence de données ventilées sur l'appartenance ethnique dans le système de justice pénale, qui empêche un suivi efficace et des interventions ciblées.

**50. Conformément aux Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok), le Comité recommande à l'État Partie :**

**a) de prendre des mesures immédiates et efficaces pour remédier à la surpopulation dans les prisons pour femmes et de veiller à ce que les conditions de détention soient conformes aux normes internationales ;**

**b) de développer les mesures de substitution à la détention reposant sur la communauté et de créer des prisons ouvertes pour les femmes détenues ;**

**c) de collecter systématiquement des données ventilées dans le système de justice pénale pour permettre l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et le suivi des pratiques discriminatoires.**

*Femmes rurales*

51. Le Comité se félicite des initiatives politiques récentes telles que le plan national pour les femmes dans l'agriculture de 2024 et le plan stratégique relevant de la politique agricole commune pour 2023-2027. Il note néanmoins avec préoccupation :

a) que l'écart entre les genres en matière de propriété foncière persiste et que les femmes ne représentent que 12 % des propriétaires agricoles ;

b) que les organisations de femmes ne sont pas systématiquement incluses dans la planification des politiques rurales ;

c) que des obstacles persistants empêchent les femmes rurales d'accéder à l'éducation, à l'emploi, à des services de garde d'enfants et à des services de santé abordables, en raison de l'insuffisance des transports publics et de l'éloignement de ces services ;

d) que les femmes rurales sont sous-représentées dans la gouvernance locale, où elles ne représentent que 25 % des élus locaux.

**52. Conformément à sa recommandation générale n° 34 (2016) sur les droits des femmes rurales et à la cible 5.a des objectifs de développement durable, le Comité recommande à l'État Partie :**

**a) d'améliorer l'accès des femmes rurales à la propriété foncière, au moyen de réformes législatives et de campagnes de sensibilisation ;**

b) **de renforcer le rôle formel des organisations de femmes et d'assurer la participation des femmes, dans des conditions d'égalité, à la prise de décisions sur la planification des politiques rurales ;**

c) **de développer et de financer de manière adéquate les programmes favorisant l'accès des femmes rurales à l'éducation, à l'emploi, à des services de garde d'enfants et à des services de santé abordables, notamment en développant les transports publics dans les zones rurales ;**

d) **de soutenir la participation des femmes rurales à la gouvernance locale par des initiatives ciblées et des mesures visant à lever les obstacles structurels.**

### **Changements climatiques et réduction des risques de catastrophe**

53. Le Comité prend note de l'arrêt rendu en 2020 par la Cour suprême dans l'affaire *Friends of the Irish Environment v. Government of Ireland*, selon lequel le plan national d'atténuation de l'État Partie manquait de précision. Tout en prenant note de l'adoption du Plan d'action pour le climat 2023 et de la contribution de 27 millions de dollars versée par l'État Partie au Fonds permettant de faire face aux pertes et préjudices, le Comité reste préoccupé par le manque de prise en compte des questions de genre dans les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets de l'État Partie. Le Comité est également préoccupé par l'absence de stratégie climatique tenant compte des questions de genre et par l'inclusion insuffisante des femmes des communautés vulnérables dans la prise de décision touchant au climat.

54. **Rappelant sa recommandation générale n° 37 (2018) relative aux aspects liés au genre de la réduction des risques de catastrophe dans le contexte des changements climatiques, le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **d'intégrer pleinement les questions de genre dans ses politiques d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets et d'évaluer systématiquement les effets différenciés des changements climatiques sur les femmes, en particulier les femmes rurales et marginalisées ;**

b) **de mettre en place des mécanismes de contrôle et d'application du principe de responsabilité permettant de suivre la mise en œuvre des mesures climatiques tenant compte des questions de genre ;**

c) **de recueillir des données ventilées par sexe sur les effets des changements climatiques sur les femmes et les filles et d'intégrer les questions de genre dans les activités de financement de l'action climatique ;**

d) **d'élaborer une stratégie climatique tenant compte des questions de genre, qui garantisse la participation véritable des femmes, y compris des femmes issues de communautés vulnérables, à la prise de décisions touchant au climat.**

### **Mariage et rapports familiaux**

55. Le Comité se félicite des réformes récentes, notamment la suppression de l'obligation pour les parents isolés de demander une pension alimentaire et l'exclusion des pensions alimentaires dans l'examen des ressources à des fins d'attribution d'une aide sociale. Néanmoins, il demeure préoccupé par :

a) **le taux de pauvreté élevé des ménages monoparentaux, en particulier des ménages dirigés par une femme, qui est presque trois fois plus élevé que celui des ménages biparentaux ;**

b) l'absence d'un organisme d'État chargé des pensions alimentaires ou de mécanismes efficaces d'exécution des ordonnances de pension alimentaire ;

c) le peu d'évaluations publiées concernant les effets de la médiation obligatoire sur les droits des femmes et le peu de recherches publiées sur les conséquences économiques du divorce ;

d) les signalements de discriminations à l'égard des femmes handicapées dans les décisions relatives à la garde des enfants, sans évaluation systématique ;

e) l'utilisation des concepts d'« aliénation parentale », qui peuvent présenter des risques pour les femmes et les enfants victimes de violences domestiques et paternelles.

**56. Conformément à ses recommandations générales n° 21 (1994) sur l'égalité dans le mariage et les rapports familiaux et n° 29 (2013) sur les conséquences économiques du mariage, et des liens familiaux et de leur dissolution, le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **de remédier aux taux de pauvreté disproportionnés des ménages monoparentaux dirigés par des femmes ;**

b) **d'adopter une législation garantissant le paiement adéquat et en temps voulu de la pension alimentaire pour les enfants et prévoyant des sanctions en cas de retard ou de non-paiement, ce problème affectant de manière disproportionnée les ménages dirigés par des femmes ;**

c) **de mettre en place des mécanismes efficaces d'exécution des ordonnances de pension alimentaire et des accords approuvés par les tribunaux, y compris en envisageant des garanties soutenues par l'État pour les pensions alimentaires impayées ;**

d) **de publier des évaluations complètes des effets de la médiation obligatoire sur les droits des femmes et des recherches sur les conséquences économiques du divorce afin d'éclairer des réformes de la justice familiale fondées sur des données probantes ;**

e) **d'entreprendre une évaluation systématique et d'adopter des mesures pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes handicapées dans les décisions relatives à la garde des enfants ;**

f) **de dispenser aux professionnels de la justice une formation obligatoire tenant compte des questions de genre et de mettre en place des garanties contre l'utilisation abusive des concepts d'« aliénation parentale », en particulier dans les cas de violence domestique.**

#### **Collecte de données**

57. Le Comité note avec préoccupation l'absence de données complètes et ventilées sur les femmes Travellers et Roms, les femmes de couleur et les femmes handicapées, ce qui empêche un suivi efficace et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes visant à lutter contre les formes multiples de discrimination. Il note que ce manque de données compromet la capacité de l'État Partie à remplir ses obligations au titre des articles 2 et 3 de la Convention et empêche d'évaluer correctement les progrès accomplis dans l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes au sein de ces groupes marginalisés.

**58. Le Comité recommande à l'État Partie :**

a) **d'accélérer l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière de données sur l'égalité, en garantissant une collecte systématique de**

données intersectionnelles ventilées par sexe, appartenance à une minorité, handicap et autres facteurs pertinents, conformément à la recommandation générale n° 9 (1989) sur les données statistiques concernant la situation des femmes ;

b) de veiller à ce que ces données ventilées soient collectées avec les garanties voulues en matière de respect de la vie privée et de confidentialité, en consultation avec les représentants des groupes marginalisés, en particulier les organisations de femmes rurales, travailleurs et roms et de migrantes, ainsi que les organisations représentant les femmes handicapées ;

c) d'utiliser systématiquement les données pour éclairer l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de mesures législatives, de politiques et de programmes ciblés visant à instaurer l'égalité réelle pour toutes les femmes et les filles dans l'État Partie.

#### **Déclaration et Programme d'action de Beijing**

59. À l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, le Comité invite l'État Partie à en réaffirmer la mise en œuvre et à évaluer une nouvelle fois la réalisation des droits consacrés par la Convention en vue de parvenir à une égalité réelle entre les femmes et les hommes.

#### **Diffusion**

60. Le Comité prie l'État Partie de veiller à la diffusion rapide des présentes observations finales, dans les langues officielles de l'État Partie, auprès des institutions publiques compétentes à tous les niveaux (national, régional et local), en particulier au sein du Gouvernement, des ministères, du parlement et du système judiciaire, afin d'en permettre la pleine application, ainsi qu'auprès de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, en particulier les organisations de femmes, afin de bien les faire connaître dans l'État Partie.

#### **Ratification d'autres traités**

61. Le Comité estime que l'adhésion de l'État Partie aux neuf principaux instruments internationaux relatifs aux droits humains<sup>1</sup> contribuerait à favoriser l'exercice effectif par les femmes de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales dans tous les aspects de la vie. Il encourage donc l'État Partie à ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, auxquelles il n'est pas encore Partie.

<sup>1</sup> Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; la Convention relative aux droits de l'enfant ; la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ; la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ; la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

**Suite donnée aux observations finales**

62. Le Comité demande à l'État Partie de lui communiquer par écrit, dans un délai de deux ans, des renseignements sur les mesures qu'il aura prises pour donner suite aux recommandations émises aux paragraphes 12, 14, 18 e) et 24 ci-dessus.

**Établissement du prochain rapport**

63. Le Comité communiquera à l'État Partie la date qu'il aura fixée pour la soumission de son neuvième rapport périodique selon un calendrier clair et régulier pour l'établissement des rapports des États Parties (voir paragraphe 6 de la résolution [79/165](#) de l'Assemblée générale), et il adoptera, le cas échéant, une liste de points et de questions qui sera transmise à l'État Partie avant la soumission du rapport. Le rapport devra couvrir toute la période écoulée, jusqu'à la date à laquelle il sera soumis.

64. Le Comité invite l'État Partie à se conformer aux directives harmonisées concernant l'établissement des rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, englobant le document de base commun et les rapports pour chaque instrument (voir [HRI/GEN/2/Rev.6](#), chap. I).

---